

Zeitschrift: Energieia : Newsletter de l'Office fédéral de l'énergie
Herausgeber: Office fédéral de l'énergie
Band: - (2010)
Heft: 4

Artikel: "Il n'y a pas que l'aspect sexy des énergies renouvelables à soigner" : Interview
Autor: Lombardi, Filippo / Buchs, Matthieu
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-642714>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



«Il n'y a pas que l'aspect sexy des énergies renouvelables à soigner»

L'association InfraWatt a été fondée en janvier 2010 pour donner une impulsion nouvelle à la production d'énergie renouvelable dans les stations d'épuration, les incinérateurs de déchets et les réseaux d'eau potable. Pour son président, le conseiller aux Etats tessinois Filippo Lombardi, ces installations doivent prendre une part prépondérante à la réalisation de la loi sur l'énergie en matière d'énergies renouvelables.

Monsieur le conseiller aux Etats, pourquoi faut-il encore promouvoir cette production d'énergie alors qu'elle est déjà relativement importante? En effet, l'hydroélectricité mise à part, les stations d'épuration et les usines d'incinération ont produit en 2008 plus de 80% de l'électricité d'origine renouvelable en Suisse.

Parce que le potentiel inexploité est énorme et encore trop peu connu. Sur l'ensemble du secteur dit des infrastructures, nous pensons pouvoir doubler la production totale d'énergie renouvelable. Ceci représenterait alors une contribution très importante à la réalisation de l'objectif de la loi sur l'énergie qui demande de produire 5400 gigawattheures d'électricité supplémentaire à partir de sources renouvelables d'ici à 2030 par rapport à 2000. Et peut-être même que cela nous permettrait d'atteindre cet objectif plus tôt.

Comment expliquez-vous le fait que la production d'énergie renouvelable issue des stations d'épuration, des usines d'incinération ou encore des réseaux d'eau potable soit si méconnue?

Nous sommes avant tout sensibles à ce que nous voyons. Or ces infrastructures sont là depuis longtemps et nous ne nous en apercevons même plus. Nous portons davantage notre regard sur les panneaux photovol-

taïques ou encore sur les éoliennes. Et les médias, toujours à la recherche de nouveautés et de sensationnel, ne nous aident pas. Or dans les énergies renouvelables, il n'y a pas que l'aspect sexy et médiatique qu'il faut soigner. Je ne dis pas qu'il faille le combattre car cet aspect est utile pour sensibiliser les

«L'ERREUR DES MILIEUX POLITIQUES EST DE PENSER QUE LES ÉNERGIES RENOUVELABLES DANS LES INFRASTRUCTURES VONT SE DÉVELOPPER TOUTES SEULES CAR ELLES SONT EN MAIN DES POUVOIRS PUBLICS.»

gens. Mais il ne faut pas oublier qu'il y a beaucoup de choses très concrètes qui se font ou qui peuvent encore être faites dans des domaines moins spectaculaires. Au final, l'objectif fixé par le Parlement est d'atteindre 5400 gigawattheures supplémentaires de courant vert. Sans les infrastructures, nous n'y arriverons pas.

Quelles sont les tâches principales de l'association InfraWatt?

Nous cherchons en premier lieu à sensibiliser les gens. Le citoyen doit comprendre l'importance que revêtent les infrastructures de sa commune dans le bilan énergétique. Les administrateurs locaux doivent se rendre compte du potentiel de leur installation et de leur responsabilité. Et enfin les politiciens doivent mieux considérer ce secteur. Je le

vois bien lors des discussions sur les énergies renouvelables que j'ai avec mes collègues en commission ou en plénum. Le 90% du temps est consacré au photovoltaïque et le reste est partagé essentiellement entre les éoliennes et les mésaventures de la géothermie bâloise. En conséquence, la valeur énergétique des

usines d'incinération n'est reconnue que partiellement puisque seule la moitié de la production est considérée comme renouvelable. Et encore, les taux de la rétribution à prix coûtant sont extrêmement bas pour les infrastructures. Cette bataille de sensibilisation est donc extrêmement importante.

Et en dehors de cette sensibilisation?

L'échange d'informations entre les villes ou les communes qui ont mené à bien des projets de production énergétique dans leurs infrastructures ainsi que le conseil à de nouvelles communes sont également très importants. A la fin mai, je participais en ma qualité de président d'InfraWatt à une conférence à Berthoud sur le turbinage de l'eau potable. La commune de Mels dans le canton de Saint-Gall y a présenté des résultats impres-

sionnants: à l'aide de huit turbines sur son réseau d'eau potable, dont trois bénéficient de la RPC (rétribution à prix coûtant, ndlr), elle parvient à produire 3 millions de kilowattheures de courant vert par an. Si 1800 communes de Suisse décidaient d'imiter Mels, alors l'objectif de la loi sur l'énergie serait atteint. Certes toutes les communes de Suisse (2596 au 1^{er} janvier 2010, ndlr) ne sont pas aussi montagneuses que Mels et certaines turbinent déjà partiellement leur eau potable, mais cela donne tout de même une bonne idée du potentiel.

SuisseEnergie, le programme de partenariat en faveur de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables, avait lancé en 2003 une action intitulée «SuisseEnergie pour les infrastructures». N'était-ce pas suffisant?

Le travail qui a été fait jusqu'à présent dans le cadre de SuisseEnergie pour les infrastructures est remarquable. La branche a mûri et peut désormais contribuer activement à atteindre les objectifs de la politique énergétique. Toutes

Comment faire pour convaincre les communes qui n'ont encore rien entrepris?

Il faut en premier lieu se demander pourquoi toutes les communes n'ont pas encore entrepris quelque chose. L'erreur des milieux politiques est de penser que les énergies renouvelables dans les infrastructures vont se développer toutes seules car elles sont en main des pouvoirs publics. Et les politiques de réserver alors l'aide de la Confédération avant tout aux privés. Mais les autorités publiques locales ont, elles aussi, des budgets à respecter. Et même si le taux de subventionnement n'est pas très élevé, le pas de l'investissement initial est plus facilement franchi s'il y a une reconnaissance fédérale. Il y a un effet psychologique et politique important.

L'association InfraWatt a été fondée en janvier 2010. Quels résultats avez-vous déjà obtenus?

J'ai un très bon souvenir de mon premier débat politique en tant que président d'InfraWatt. Le Parlement a suivi notre proposition de maintenir 25 millions au budget 2010 pour l'encourage-

«AU FINAL, L'OBJECTIF FIXÉ PAR LE PARLEMENT EST D'ATTEINDRE 5400 GIGAWATTHEURES SUPPLÉMENTAIRES DE COURANT VERT. SANS LES INFRASTRUCTURES, NOUS N'Y ARRIVERONS PAS.»

les associations professionnelles relevant du secteur ont décidé d'assumer leur responsabilité et de se réunir au sein d'une association faitière, InfraWatt. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre la création d'InfraWatt, comme un prolongement et un renforcement de l'action SuisseEnergie pour les infrastructures.

Nous parlons beaucoup de production d'énergie, mais ce que peu de gens savent également, c'est que les réseaux d'eau, les stations d'épuration ou encore les usines d'incinération consomment beaucoup d'énergie. Un réseau d'approvisionnement en eau peut ainsi être à lui seul responsable pour près de 25% de la consommation électrique totale d'une commune. Ne faudrait-il pas alors parler d'économie avant de parler de production d'énergie?

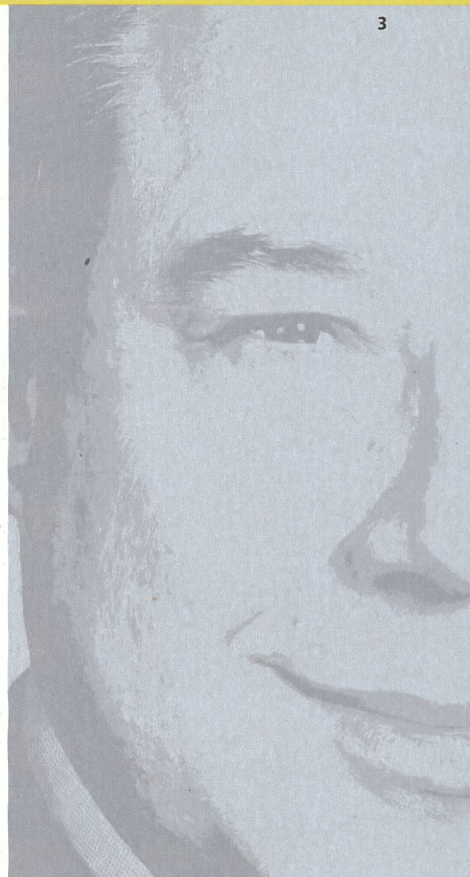
Economie et production d'énergie sont deux éléments clés auxquels nous portons une grande attention. Notre message est qu'une adaptation intelligente peut permettre aux exploitants de non seulement récupérer ou de produire de l'énergie, mais également de réduire nettement leur consommation. J'en veux pour preuve la commune de Gordola dans le Tessin qui est parvenue, par des investissements modestes et des mesures à la portée de beaucoup, à réduire les pertes de son réseau d'eau de 80% et à économiser ainsi environ 635 000 kWh d'énergie par an. La commune a été récompensée par le prix Watt d'Or 2010 de l'Office fédéral de l'énergie.

ment de projets de chauffage à distance utilisant les rejets de chaleur ou les énergies renouvelables. C'était une mesure introduite dans le programme de stabilisation 2009. Le Conseil fédéral était d'avis qu'une année suffisait. Nous avons au contraire vu que de nombreux projets mûrs n'étaient pas parvenus à obtenir le financement. En prolongeant cet effort sur une deuxième année, des résultats importants seront obtenus. En outre, nous avons démarré deux nouveaux projets dans le cadre d'InfraWatt, l'un dans le secteur de la réduction des émissions de CO₂ et l'autre dans le domaine de la récupération de chaleur des eaux usées.

Existe-t-il un label énergétique pour les réseaux d'eau, les stations d'épuration ou les usines d'incinération comme il existe le certificat énergétique des bâtiments ou encore l'étiquetteEnergie pour les appareils ménagers et les voitures? Si non, faut-il en créer un?

Tous les cinq ans depuis 2003, l'action SuisseEnergie pour les infrastructures et l'Association suisse des professionnels de la protection des eaux attribuent la «médaille d'eau» aux stations d'épuration qui prennent la question de l'énergie au sérieux. Encouragés par de nombreuses expériences positives, nous avons l'idée d'introduire une distinction pour les réseaux d'eau. Ce genre d'actions, spectaculaire et avec un fort impact médiatique, a une valeur démonstrative importante.

Interview: Matthieu Buchs



Profil

Né au Tessin en 1956, Filippo Lombardi est marié et père de deux enfants. Il réside à Melide (TI). Il a étudié le droit et l'économie politique à l'Université de Fribourg. De 1987 à 1996, Filippo Lombardi a été directeur du quotidien «Giornale del Popolo» à Lugano. Il est actuellement directeur général de Tele-Ticino SA, station de télévision privée. Depuis 1999, il siège au Conseil des Etats pour le canton du Tessin. Parmi ces différents mandats politiques, Filippo Lombardi est membre de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie, commission qu'il a présidée entre fin 2007 et fin 2009. Il est également président de l'association InfraWatt fondée en janvier 2010.

INTERNET

Association InfraWatt:
www.infrawatt.ch